

La taxe sur les quittances est une autre taxe qu'on devrait imposer à ceux qui ont les moyens de la payer. Sa suppression n'avantage en rien l'ouvrier ordinaire ni l'homme de fortune modeste. Donc ces deux réductions, à mes yeux, ne serviront pas beaucoup aux ouvriers canadiens.

Quant à l'impôt sur le revenu, combien d'hommes ont payé l'impôt sur un revenu de \$2,000 ou moins? A peine quelques-uns. Par conséquent la réduction proposée profitera peut-être à celui qui payait l'impôt auparavant; mais celui qui n'en payait point n'en retirera pas de bénéfice. Ici encore la réduction favorise celui qui a les moyens de payer l'impôt et qui devrait le payer. Là aussi, rien pour le commun des ouvriers.

C'est avec un vif intérêt et un grand plaisir que j'ai suivi les discours des représentants des Provinces maritimes qui ont exposé leurs griefs. Je me rappelle les difficultés qui ont surgi lorsqu'on s'efforçait de réaliser la Confédération. J'ai très bonne souvenance d'avoir lu la promesse faite alors à l'Est pour gagner son adhésion au pacte fédératif. Je suis d'avis que tout honorable membre de cette Chambre devrait jurer de donner incessamment aux Provinces maritimes ce à quoi elles ont droit, ce qu'on leur a promis à l'époque de la Confédération.

Je suis également prêt à appuyer tout ce qui favoriserait le développement des houillères d'Alberta, donnant ainsi de l'emploi aux mineurs de cette province et assurant aux régions centrales du pays un approvisionnement de charbon d'Alberta. Nous devrions brûler notre propre charbon au lieu de nous mettre à genoux devant nos voisins du sud pour les supplier de nous chauffer en hiver. Nous possédons des gisements merveilleux de houille; nous avons également tout ce qu'il faut en matière de transport. Il s'agit simplement de faire aboucher des hommes éclairés; ils auront tôt fait de régler ce problème et le public canadien pourra se servir du charbon canadien.

Je l'ai dit en commençant, je n'abuserai pas longtemps de l'indulgence de la Chambre. On m'a dit que je ressemble assez à ce prédicant auquel on reprochait la brièveté de ses sermons: une délégation de ses ouailles se rendit auprès de lui pour lui en faire part et pour lui signifier qu'il faudrait prêcher plus longuement. Il répondit qu'il était né dans la Pennsylvanie, que son père avait été exploitant de puits de pétrole et qu'il avait toujours entendu affirmer par son père que celui qui ne faisait pas jaillir un jet de pétrole au bout d'une demi-heure de forage devait, ou bien creuser à un mauvais endroit où bien travailler avec

conseils de cet exploitant pétrolier de Pennsylvanie. J'ai fait ce qui me paraît être un exposé sensé de la question en discussion et je me rallie d'emblée à l'amendement de l'honorable député de Fort-William, portant que toute question intéressant le tarif devrait être déferée à la commission tarifaire, et que pas un changement ne devrait être effectué autrement.

M. JOHN EVANS (Rosetown): Monsieur l'Orateur, le budget de chaque année est considéré comme le baromètre des affaires du pays, mais il est douteux qu'il se trouve un autre pays où les gens d'affaires attendent le budget avec autant d'anxiété fiévreuse qu'au Canada. Cela est dû au fait que dans aucun autre pays les gens d'affaires ne comptent autant sur le politicien que dans ce Dominion. On peut dire, je crois, que le budget de cette année a été présenté dans les circonstances les plus favorables qui aient existé depuis dix ans au moins. Il y a moins de chômage et de misère dans les villes; il y a moins de difficultés même dans les établissements les plus isolés du Nord-Ouest. La cause première de tout cela, c'est que l'Ouest canadien a eu une bonne récolte. On a tiré cette année de la terre, un somme plus grande de richesse nouvelle qu'on ne l'avait fait peut-être depuis la Confédération. Conséquemment, les recettes de nos chemins de fer sont plus élevées; les achats de nos manufacturiers sont plus considérables, et le chômage a diminué. Mais on voit que l'agriculture est l'industrie qui a donné l'essor sans être un fardeau pour les autres industries. Les prix des produits agricoles se sont maintenus à un niveau raisonnable, grâce au fait que les conditions sont de nouveau normales dans les centres peuplés de l'Europe auxquels nous nous sommes adressées, et auxquels nous nous adresserons encore pendant de nombreuses années pour trouver à écouler nos produits agricoles.

Si une bonne récolte a pour résultat d'améliorer les conditions, et s'il nous faut compter sur les marchés étrangers pour la vente de cette récolte, deux problèmes aux moins se posent dans notre vie nationale. Le premier de ces problèmes que je mentionnerai, c'est la permanence de l'industrie agricole, puisque c'est notre industrie fondamentale; le second, la question du transport. L'un dépend de l'autre. Tous les deux exigent la disparition de tout obstacle qui les empêcherait de suivre leur cours naturel. Tous deux dépendent du fait de ce que le coût de la subsistance dépendent des éléments naturels et non, comme aujourd'hui, des classes et des individus que nous avons placés, en vertu de lois accordant des privilèges spéciaux, en